

### **1. Vivien MELI MELI**

Université de Dschang  
melvivien\_03@yahoo.fr

### **2. Josphin Urich SEUPI TCHOUMEGNI**

Université de Dschang  
josphinseupi@gmail.com

### **3. Alexandre DJIMELI T.**

Université de Dschang.  
alexandre.djimeli@univ-dschang.org

## **Appropriation locale des TIC et transactions financières en milieu rural Bamiléké sur les hautes terres de l'Ouest-Cameroun**

### **Résumé**

Les milieux ruraux ont longtemps été considérés, à tort, comme des espaces réfractaires au changement. Les technologies d'information et de la communication (TIC) et les services qu'elles proposent remettent en question ces préconceptions théoriques. Cette recherche s'appuie sur une approche méthodologique qualitative avec un apport des systèmes d'information géographique (SIG). Au regard de la diffusion exponentielle de la téléphonie mobile et de l'Internet en zone rurale, portée par un relief favorable de hautes terres, les populations rurales Bamiléké s'approprient les TIC, à partir desquels elles accèdent aux services financiers numériques (SFN). Les hubs commerciaux constituent les points de transactions qui corroborent les traditions des marchés périodiques, à l'Ouest-Cameroun. Dans une perspective d'appropriation culturelle, les TIC en tant que capital de production et de consommation, contribuent au désenclavement des communautés rurales.

**Mots clés :** TIC, Appropriation culturelle, SFN, hub commercial, milieu rural, Bamiléké-Cameroun.

### **Abstract**

Rural areas have long been wrongly perceived as resistant to change. The information and communication technologies (ICTs) and the services they offer challenge these theoretical assumptions. This research is based on a qualitative methodology with and integration of geographic information systems (GIS). Considering the exponential diffusion of mobile telephony and the Internet in rural areas, facilitated by favourable highlands topography, the Bamiléké rural populations are appropriating ICTs, through which they access digital financial services (DFS). "Commercial hub" serves as transaction points that align with the

traditions of periodic markets in the western Cameroon. From a perspective of cultural appropriation, ICTs, as form of production and consumption capital, contribute to the empowerment of rural communities.

**Keywords:** ICTs, cultural appropriation, DFS, commercial hub, rural area, Bamiléké-Cameroon.

## 1. Introduction : contexte et justification

Les Technologies de l'Information et de la Communication (TIC) ne cessent de se propager à travers le monde, notamment en ce qui concerne la téléphonie mobile et l'internet. En 2021, environ 5,22 milliards de personnes utilisaient un téléphone portable, ce qui représente 66,6 % de la population mondiale (We Are Social, 2021). La même année, l'Union Internationale des Télécommunications (UIT) estimait qu'environ un tiers de la population mondiale utilisait des téléphones intelligents, donc les smartphones qui sont devenus le principal outil d'accès à internet (UIT, 2021). Au Cameroun, en 2014, 74 % de la population disposaient d'un téléphone mobile, avec un taux de souscription à la téléphonie fixe et mobile de l'ordre de 95 % (UIT, 2020). En 2016, selon le ministère des Postes et Télécommunications (MINPOSTEL, 2017), le parc national téléphonique du Cameroun comptait plus de 20 millions d'abonnés mobiles enregistrés chez les différents opérateurs de téléphonie mobile<sup>95</sup>.

Malgré les effets de la fracture numérique, les milieux ruraux s'intègrent progressivement dans cette mouvance en matière d'accessibilité et d'abordabilité des TIC (Annie Cheneau-Loquay, 2012). En effet, les infrastructures numériques sont érigées en zones rurales et les coûts liés aux outils (téléphone portable, ordinateur, etc.) et aux services des TIC (appels, messages, internet, etc.) baissent. Par exemple, depuis 2013, le prix du SMS est passé de 50 francs CFA à 35 francs aujourd'hui chez Mobile Telephony Network (MTN) (Agence de Régulation des Télécommunications - ART, 2013)<sup>96</sup>. En outre, le forfait SMS mensuel coûte aujourd'hui 500 francs CFA<sup>97</sup> chez MTN et Orange. Il permet à l'utilisateur d'envoyer des SMS en « illimité » chez les abonnés du même réseau pendant 30 jours. Pour les appels, depuis 2012, le coût est parti de 80 francs CFA par minute pour osciller aujourd'hui entre 45 et 50 francs CFA (ART, 2013). En moins de 10 ans, nous constatons une réduction considérable de près de 45 % du prix des appels téléphoniques au Cameroun. Aussi, diverses offres de « forfaits » d'appels<sup>98</sup> et de connexion

---

<sup>95</sup> Il faut, en effet, considérer aussi que certaines personnes disposent de plusieurs abonnements actifs chez un ou plusieurs opérateurs, simultanément (MINPOSTEL, 2017 ; We are social, 2018 ; Noubissie J.C., 2018).

<sup>96</sup> Opérateur privé de téléphonie mobile présent au Cameroun depuis 2000.

<sup>97</sup> Dans le pack YaMo chez MTN, et Pulse chez Orange, ce forfait coûte 400 francs CFA.

<sup>98</sup> <https://www.orange.cm/fr/recherche-particulier.html?kw=forfait%20appel>

internet<sup>99</sup> adaptées aux capacités financières de chaque utilisateur sont offertes par les opérateurs de téléphonie mobile.

La diffusion croissante des TIC (téléphonie mobile et internet) affecte considérablement les « manières de faire, d'agir et de penser » des populations, notamment en zone rurale. Au-delà des aspects purement socioculturels, les TIC ont surtout contribué à redynamiser les pratiques financières en milieu rural. En raison du faible taux de bancarisation estimé au Cameroun par le ministère des Finances à environ 28 % (Malloum, 2022), un ensemble de services financiers numériques (SFN) se sont développés ces dernières années. On parle par exemple des microfinances et des services financiers mobiles (SFM). Les opérateurs de téléphonie mobile ont ainsi développé et proposé des solutions de finance numérique pour mettre à la disposition des populations non bancarisées et rurales aussi, des services financiers et bancaires innovants, qui allègent leur exclusion des services bancaires traditionnels. Une situation qui explique l'essor du « Mobile Money » en Afrique en général et particulièrement au Cameroun. Le succès de cette solution innovante a d'ailleurs inspiré les banques et les microfinances. Certaines d'entre elles ont mis en place un service bancaire mobile : Express Union Mobile Money pour Express Union<sup>100</sup> et SARA Money<sup>101</sup>, l'offre mobile proposée par Afriland First Bank, Orange money<sup>102</sup>, MTN Mobile Money<sup>103</sup>, etc. Ces prestataires proposent divers services comme le transfert d'argent d'un compte à un autre, la recharge et le retrait d'argent, la recharge téléphonique (crédit de communication et forfait internet entre autres), le paiement des factures (électricité, eau, carburant, impôts, etc.).

Depuis 2014, la création des comptes mobiles s'est répandue dans les pays en développement (PED) en général, et au Cameroun particulièrement. Le nombre d'adultes possédant un compte bancaire mobile a évolué. Dans le monde, ce chiffre se situe à environ 69 %, contre 63 % dans les économies en développement (Findex<sup>104</sup> 2017). Au Cameroun, 35 % d'adultes possédaient un compte bancaire mobile (Findex 2017). En 2011, cette proportion ne dépassait pas les 15 %. Selon « The GSM<sup>105</sup> Association »<sup>106</sup>, au cours de la dernière décennie, le « Mobile Money » est passé d'une offre de niche sur un nombre limité de marchés à un service financier largement répandu (2022). Grâce au « mobile money », des millions de ménages des pays à revenu faible ou

---

<sup>99</sup> <https://mtn.cm/fr?s=forfaits+appels>

<sup>100</sup> <https://lemobileaukamer.com/en/tout-savoir-sur-eu-mobile-money-le-wallet-mobile-dexpress-union-cameroun/>

<sup>101</sup> <https://www.afrilandfirstgroup.com/index.php/fr/sara-money>

<sup>102</sup> <https://www.orange.cm/fr/applications/orange-money.html>

<sup>103</sup> <https://mtn.cm/fr/momo/>

<sup>104</sup> Findex, encore appelé le « Global Findex », est une base de données de la Banque Mondiale qui mesure l'utilisation des services financiers (paiements, épargne, emprunts, etc.) dans le monde. Elle gère également les événements financiers comme les dépenses importantes et les pertes de revenu.

<sup>105</sup> Global System for Mobile Communications

<sup>106</sup> The GSM Association is an industry organization that represents the interests of mobile network operators worldwide.

intermédiaire (PRFI) sont passés d'une économie informelle uniquement en espèces à une économie numérique plus inclusive. En 2017, le Cameroun comptait plus de 8 millions d'abonnés enregistrés aux services de paiement mobile (ART<sup>107</sup>, 2018). Selon les chiffres de la Banque Mondiale, 40 % de personnes âgées de plus de 25 ans possèdent un compte bancaire mobile au Cameroun. Tandis qu'en milieu rural, ce chiffre se situe à 33 % (Findex, 2017). Les raisons qui freinent l'acquisition des comptes bancaires mobiles en zones rurales sont nombreuses : entre l'éloignement des institutions financières (18 %), le cout élevé des services financiers (20 %), le défaut de documentation nécessaire (22 %), la faible confiance aux institutions financières (15 %), les raisons religieuses (6 %), le manque de moyens financiers (60 %) et sa combinaison avec l'absence des institutions financières (80 %) (Findex 2017). En effet, l'ART rappelle que «le "mobile money" donne la possibilité à des personnes ne pouvant pas bénéficier d'un service bancaire formel, d'avoir accès à un moyen électronique de paiement, participant de ce fait à l'inclusion financière tout en fournissant à ses abonnés un accès au commerce électronique dans le cadre du développement de l'économie numérique».

L'inclusion financière par les moyens électroniques justifie les pratiques économiques davantage informelles. Selon l'Organisation internationale du travail (OIT, 2017), plus de 90 % de la population active est employée dans une économie informelle, par ailleurs, sans cesse croissante au Cameroun. Cette économie informelle est constituée des entreprises individuelles de très petites tailles qui ne sont pas enregistrées au fichier de l'État (au registre du commerce, au contribuable et/ou à la sécurité sociale). Celles-ci exercent des activités précaires, très peu ou pas du tout encadrées qui échappent à la comptabilité nationale. Toutefois, l'économie informelle contribue à plus de 57 % du Produit intérieur brut (PIB) du pays (OIT, 2017). En 2010, le Cameroun comptait plus de 2 500 000 d'Unités de Production Informelles (UPI) sur l'ensemble du territoire national (INS, 2011). En termes de répartition, le milieu rural abritait 49,5 % de ces unités tandis que les villes de Douala et de Yaoundé en comptabilisaient 33,3 %. 54,4 % de ces UPI sont gérées par des femmes tandis que les hommes n'en dirigent que 45,6 % (INS, 2011).

Dans la littérature existante, relativement à l'appropriation des TIC, l'accent est mis sur la fracture numérique qui prive les zones rurales des apports quantitatifs et qualitatifs des TIC (Olivier Sagna, 2006 ; Loukou F., 2011 ; Dahmanie A., 2018 ; Pasquati E., 2010, Cheneau-Loquay A., 2010, 2012). Pour ces auteurs, l'éloignement géographique des zones rurales par rapport aux villes, la pauvreté des populations rurales, la cherté des appareils et des couts de communication, l'insuffisance d'infrastructures technologiques due aux problèmes économiques des pays africains, sont entre autres raisons qui ralentissent l'accessibilité des populations rurales aux technologies numériques contemporaines. Par contre, pour Bakehe et

---

<sup>107</sup> ART : Agence de Régulation des Télécommunications

al., on assiste à un recul progressif de la double fracture numérique au Cameroun (2017). Il s'agit, notamment, d'une part de la fracture de premier niveau, qui renvoie à l'accès des populations aux outils et services des TIC (téléphone, internet, etc.) et aux infrastructures de base (électricité). Quant à la fracture de second niveau d'autre part, elle se focalise sur la capacité cognitive et technique des populations rurales à utiliser les outils et services des TIC de façon efficace et efficiente. En d'autres termes, les populations rurales, en plus de disposer des outils technologiques fonctionnels, acquièrent une technicité qui permet une appropriation locale et non fortuite desdits outils.

Par ailleurs, en matière d'inclusion financière des zones rurales à travers les TIC, elles sont vectrices de nouvelles activités informelles en zone rurale (Cheneau Loquay A., 2010 ; Bart et Lesourd, 2018 ; Tounsi G., 2021), notamment la réparation des appareils informatiques (électroniques), la maintenance informatique, la bureautique, etc. Ngou Djou J.-H. montre comment les paysans intègrent les services financiers sur mobile dans leurs pratiques agricoles en utilisant leurs téléphones portables pour assurer la communication entre eux, les fournisseurs et les acheteurs, tout en se servant de leurs comptes bancaires mobiles pour vendre leur production agricole (2018). Les TIC se posent aussi comme un accélérateur de la transformation économique et financière en milieu rural, notamment en termes de densification et de diversification des activités (Akam, 2016 ; Gago Alzouma, 2008).

Le développement du numérique dans certaines localités rurales se fait à contrario des études postulant l'exclusion du milieu rural due à la fracture numérique. Les explications basées sur la règle durkheimienne selon laquelle « le social explique le social » (1895) ne semblent plus suffisantes pour cerner ce décalage. En effet, la sociologie classique portée par Durkheim a particulièrement insisté sur le social comme seul élément explicatif pertinent des faits sociaux. Or, certains développements de la sociologie énoncent quelques réserves sur certaines de ces certitudes. Charles et Kalaora ont dénoncé, d'ailleurs, « l'ambition démesurée » de cette « approche totalisante » des phénomènes sociaux (2003, p.34). Catton et Dunlap ont aussi critiqué cette approche durkheimienne. En s'interrogeant sur le statut à accorder aux facteurs biophysiques dans le raisonnement sociologique, ils proposent un nouveau paradigme écologique en sociologie. Ce nouveau paradigme répond au réductionnisme social afin de prendre en compte les dimensions biologiques et matérielles des questions d'environnement (Candeau et Lewis, 2012, p.64). Il argue ainsi l'obsolescence du rejet de l'utilisation des variables environnementales dans l'explication des faits sociaux. Vaillancourt (2012, p.391), stipule clairement que « l'environnement a une incidence sur les sociétés ». Ainsi, à l'heure de la technoscience, l'influence sociale de l'environnement doit davantage être prise en compte (Boudes,

2012, p.119)<sup>108</sup>. Donc, les caractéristiques biophysiques de la région de l'ouest ont un impact non négligeable en ce qui concerne la diffusion des TIC et leurs implications socioéconomiques locales.

Globalement, les réalités sur les milieux ruraux en Afrique subsaharienne restent peu maîtrisées parce que diluées dans les études globalisées et globalisantes. La singularité des « contextes » reste encore peu prise en compte. Les études portant sur l'appropriation des TIC en milieux ruraux se font sur la base des indicateurs extravertis. L'attention est ainsi davantage portée sur les « dynamiques du dehors », au mépris du potentiel des « dynamiques du dedans » en matière de transformation des sociétés rurales, notamment en ce qui concerne les pratiques économiques et financières. L'approche de la connaissance, de même que la connaissance de la pénétration locale du numérique en milieu rural apparaît approximative. Les réalités socioéconomiques de la zone d'étude se démarquent des considérations communément assignées au milieu rural aussi bien en matière de fracture numérique et de pauvreté. On s'en rendra compte plus loin, d'une part, que c'est une zone où les populations ont adopté les outils numériques comme le téléphone portable et l'internet, et d'autre part que la paysannerie ne se résume plus la situation professionnelle des ruraux. Même si l'agriculture reste la principale activité, la diversification des activités économiques est toutefois irréfutable (Ela, 1982 ; Nodem, 2018).

Au regard des pratiques économiques et financières actuelles en milieu rural, chez les Bamiléké dans les hautes terres de l'Ouest-Cameroun, le moins qu'on puisse dire est que la méconnaissance des interactions des populations rurales avec le numérique, particulièrement pour ce qui est des pratiques financières rurales est patent. L'hypothèse qui oriente cette réflexion est que les TIC s'enchaînent dans les pratiques financières en s'appuyant sur les pratiques commerciales locales au bénéfice des opérateurs. À ce titre, l'appropriation du numérique dans les transactions financières se cristallise dans les « hubs commerciaux » communautaires ou opportuns à partir desquelles se diffusent les ressources.

## **2. Méthodologie**

Au Cameroun, les Grassfields sont principalement composées des groupes ethniques Bamiléké dans une partie de la région de l'ouest et une partie de la région anglophone au Nord-ouest. Elles sont économiquement dynamiques et particulièrement portées vers l'activité commerciale. Barbier J. C. (1976) et Dongmo J. L. (1981) soulignaient déjà la capacité

---

<sup>108</sup> Ainsi, le relief montagneux en général, à l'exemple de celui des hautes terres Bamiléké en particulier se présente comme un espace favorable à l'érection des antennes-relais de télécommunication. Généralement installées en hautes altitudes pour la plupart d'entre elles, ces antennes couvrent de plus grands territoires. Le relief de haute altitude chez les Bamiléqués constitue un atout pour l'accès aux TIC en général et particulièrement pour les localités rurales où les antennes-relais sont installées.

des sociétés Bamiléké à s'adapter et à promouvoir un développement économique autocentré aussi bien dans leur terroir que dans leur localité d'émigration. Le « dynamisme Bamiléké » se construit aussi autour de l'organisation de l'espace agricole et de l'épargne, ce qui justifie leur « exceptionnelle réussite économique ». Kameni G. J. place l'organisation sociale et la solidarité au centre de cette réussite. Une solidarité que Guillerrou Y. (2002) qualifie de « développement communautaire » basé sur le triptyque argent, solidarité et pouvoir. Marguerat (1983) précise par ailleurs que la vitalité économique et commerciale des peuples Bamiléké trouve son essence dans les structures sociales qui assurent sa transmission aux jeunes générations en les baignant précocement à l'activité productive, à travers le petit élevage, la pratique agricole familiale, le commerce et la gestion plus ou moins autonome de leurs revenus. Aujourd'hui encore, le dynamisme économique et commercial reste l'une des principales caractéristiques du peuple Bamiléké, par ailleurs aussi particulièrement actif dans la diaspora.

Cette recherche a été effectuée dans les hautes terres de l'ouest-Cameroun. C'est une zone habitée principalement par les Bamiléké. Elle est également connue comme l'une des zones où la densité de la population est la plus élevée sur le plan national. On y observe un développement non négligeable des infrastructures socioéconomiques (écoles, hôpitaux, réseau électrique, etc.), de communication (routes, etc.) et de télécommunication (antennes-relais d'émission et de réception, etc.) jusque dans les villages. Les répercussions socioéconomiques de ces infrastructures sont palpables.

La région des hautes terres se trouve dans des prédispositions qui permettent une intensification et une diversification des activités économiques. Mais aussi, la pénétration de la téléphonie mobile et de l'internet est un élément qui participe à cette nouvelle dynamique en proposant aux populations une gamme variée de services financiers numériques et non numériques. Les activités économiques, bien que dominées par l'agriculture maraîchère (tomates, choux, pomme de terre, etc.) et vivrière (maïs, haricot, arachide, soja, etc.), se sont diversifiées ces dernières années. Ce processus s'est accéléré avec la déprise caféicole et la construction des infrastructures diverses. De nouveaux secteurs d'activités s'imposent désormais dans l'économie de la région. Il s'agit par exemple du transport (taxis-brousse et les mototaxis/bend-skin, etc.), du commerce, de l'artisanat, du tourisme, de la logistique<sup>109</sup>, des entreprises de réparation des engins motorisés, des ateliers de soudure métallique, des ateliers menuiserie, des activités de maçonnerie et d'électrification, sans oublier une strate importante de fonctionnaires, etc. Globalement, le terrain de cette recherche ne correspond pas strictement aux caractéristiques traditionnellement assignées aux milieux ruraux,

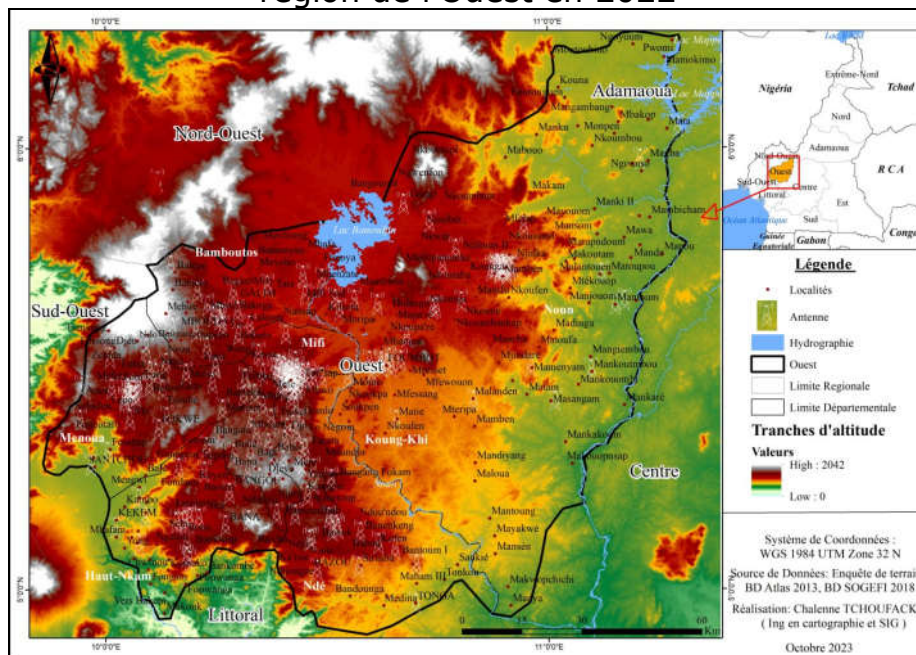
---

<sup>109</sup> Il s'agit ici principalement de ceux qui sont spécialisés dans la location des tentes, bâches, chaises, couverts, générateurs électriques, des baffles, etc. lors des événements comme les deuils, les funérailles, les baptêmes, etc.

notamment en ce qui concerne la fracture numérique et économique, dans une certaine mesure.

Sur la carte suivante, les emplacements des antennes-relais sont présentés par rapport à l'altitude dans la région de l'ouest. Rappelons que les différents sites où sont implantées les antennes sont dans la majorité des cas partagés avec par les opérateurs (Orange, MTN et Camtel). Sur la carte, le lien entre l'altitude (collines et montagnes) est notoire. Plus l'altitude est élevée (zone est montagneuse), plus les antennes y sont concentrées, toute chose qui facilite l'accessibilité des acteurs locaux au réseau téléphonique et internet.

**Figure 1** : Position des antennes-relais par rapport à l'altitude dans la région de l'Ouest en 2022



L'approche méthodologique opératoire ici est qualitative<sup>110</sup>. Les données ont été collectées à partir des entretiens individuels semi-structurés et des observations directes. Les entretiens ont porté sur l'accessibilité des populations rurales aux TIC et ses outils, les services financiers numériques et non numériques qui y sont disponibles et l'utilisation qui en est faite, les modes de paiement, les lieux d'échanges commerciaux, les usages et pratiques des services financiers. Un accent a été mis sur l'expérience, le vécu et le point de vue des informateurs. Ainsi, les entretiens ont été menés avec les populations, in situ. Le guide d'entretien s'est adressé aux informateurs regroupés en trois catégories, comprenant les acteurs économiques, dont les agriculteurs, les commerçants, les mototaximans, etc.; les tenanciers des services

<sup>110</sup> Les méthodes qualitatives proposent ainsi de théoriser la réalité sociale non pas à partir de la macrostructure comme le pensent Durkheim (1895) et les durkheimiens (Halbwachs M. (1950), Bouglé C. (1908), Simiand F. (1933), etc.), mais plutôt de partir du vécu des acteurs sociaux et de leurs expériences pratiques en temps et en lieux.

financiers comme les « call box » et les microfinances ainsi que les responsables d'associations communautaires et de coopératives.

Les informateurs ont été constitués selon la technique d'échantillonnage du choix raisonné (Gauthier B., 2009). Ces informations recueillies lors des entretiens individuels semi-structurés ont été complétées par des observations directes faites in situ à partir d'une grille d'observation. L'observation a consisté à relever les indices du potentiel infrastructurel numérique et financier dans les localités d'une part, et les habitudes commerciales et financières d'autre part. Les sites pertinents étaient les lieux d'érection des antennes-relais, les sièges des établissements de microfinance, les grands carrefours, les marchés périodiques et les lieux quotidiens de mobilisation et d'activités commerciales.

Les données collectées ont été analysées selon la technique de l'analyse thématique. Elle implique le repérage, le regroupement et, subsidiairement, l'examen discursifs des thèmes abordés dans les transcriptions d'entretiens menés et des notes d'observation effectuée (Paillé et Mucchielli, 2006). Cette analyse a permis d'arriver à des résultats qui se déclinent en trois axes : d'abord, les hautes terres de l'Ouest-Cameroun sont un atout pour le développement des TIC, ensuite, le développement des TIC en milieu rural se décline aussi par la présence des infrastructures de services numériques et des offres de SFN ruraux et enfin, les usages et pratiques des SFN ruraux sont adaptés au contexte socioéconomique local.

### **3. Résultats et discussion**

#### ***3.1. Hautes terres, TIC et dynamisation de la ruralité***

Les hautes terres constituent un potentiel pour les TIC, en raison d'un relief favorable à l'installation des infrastructures d'émission comme les antennes-relais. L'environnement naturel devient une ressource de transformation qui interfère sur les interactions sociales, notamment par les facilités d'accès aux ressources numériques. Si le relief des montagnes est un facteur d'enclavement des localités rurales par route, il apparaît plutôt comme un facteur favorable à l'accès au numérique. Pour Vaillancourt (2012 : 391), « l'environnement a une incidence sur les sociétés ». Dès lors, le rapport entre nature et société est ici peu fortuit. En d'autres termes, il est aujourd'hui difficile de penser que le relief montagneux de la région de l'Ouest-Cameroun ne joue, ou n'a joué aucun rôle dans la couverture et la qualité du réseau téléphonique chez les différents opérateurs téléphoniques. Ce relief particulièrement favorable et le « dynamisme économique et commercial » des Bamiléké ont concomitamment contribué à la situation actuelle, qui se particularise des réalités globales assignées aux zones rurales.

La question de la fracture numérique a longtemps contribué à démontrer comment les zones rurales ont été éloignées du

développement technologique, voire du développement tout court. Une situation qui s'explique par plusieurs facteurs, évoqués par Sagna O. (2006). D'abord, il estime que des infrastructures de base, nécessaires au développement des TIC et à l'implantation de la téléphonie mobile, et l'internet ne sont pas disponibles, ou sont très peu présentes en milieu rural. Il s'agit par exemple des routes, de l'électricité, et des antennes-relais, etc. Ensuite, Sagna précise que non seulement les populations rurales n'ont pas les moyens financiers pour acheter et entretenir les outils techniques (téléphone, ordinateur, routeur, etc.), mais aussi, elles manquent de connaissances spécifiques pour les utiliser de façon efficace et efficiente. Enfin, l'auteur considère aussi que les services et les contenus offerts et proposés aux utilisateurs ne sont pas adéquats ou adaptés aux « besoins exprimés ou latents des utilisateurs » des zones rurales. Sauf que, la situation a considérablement évolué depuis quelques années. C'est dans ce sens que Bakehe et al. (2017) signalaient déjà le recul des « fractures numériques ». Une situation qui a été soutenue au Cameroun et en Afrique par les politiques publiques visant à doter les zones rurales d'infrastructures numériques afin de les intégrer dans la « société de l'information ». C'est dans ce sens que « le plan stratégique Cameroun Numérique 2020<sup>111</sup> » a été lancé en 2017. En 2021, « la nouvelle vision des TCP<sup>112</sup> » a été pensée pour « rendre accessibles de manière équitable à tous les citoyens dans leur localité, par le biais des Télécentres<sup>113</sup>, tous les services des secteurs public, privé et social, en assurer l'efficacité, la transparence et la fiabilité à des coûts abordables, pour répondre aux besoins fondamentaux des populations rurales afin de réduire la fracture numérique ». Le développement des infrastructures conduit concomitamment à la vulgarisation du téléphone portable, de l'internet et à l'inclusion financière en milieu rural.

Malgré le retard des zones rurales relativement au développement technologique, les villages camerounais, notamment de la région de l'Ouest, grâce aussi à leur relief favorable, bénéficient d'un ensemble d'investissements des différents opérateurs de téléphonie mobile et de l'État. En 2016, la région de l'Ouest était couverte à 92 % au moins par le réseau cellulaire 2G sur une moyenne nationale estimée à 54 %

---

<sup>111</sup><https://www.minpostel.gov.cm/index.php/fr/les-grands-chantiers/138-plan-strategique-cameroun-numerique-2020>

<sup>112</sup> <https://www.minpostel.gov.cm/index.php/fr/la-nouvelle-vision-des-tcp#>

<sup>113</sup> La phase pilote de ce projet a été lancée en 2007, les [Télécentres Communautaires Polyvalents](#) (TCP) ambitionnait mettre à la disposition des communautés « reculées » des services des services de télécommunications, informatiques, audiovisuels et internet dans les 10 régions du Cameroun. Malgré tous les efforts consentis, les résultats de cette politique n'ont pas atteint les objectifs. Dans le même sens, une nouvelle politique a été mise sur pied par le gouvernement avec pour dessein de redynamiser ces TCP et booster l'accès aux TIC dans les zones rurales. Les [TCP nouvelle génération](#) seront plus digitaux, plus performants, plus dynamiques. Cette politique marie bien avec les objectifs gouvernementaux de réduction de la fracture numérique qui existe entre les zones urbaines et les zones rurales, inscrit par ailleurs dans la Stratégie nationale de Développement 2020-2030 (SND30).

(MINPOSTEL, 2017). En plus, la proportion de ménages disposant d'un téléphone (fixe et/ou mobile) s'élevait à 98,1 %, un taux supérieur à la moyenne nationale évalué à 89,4 %. En 2005, ces statistiques se situaient à 24,5 % à l'Ouest et de 30 % au niveau national. Ce développement considérable de la couverture du réseau cellulaire part aussi d'un développement infrastructurel sur le plan national et local. Ces infrastructures sont indispensables pour offrir des services numériques et financiers aux populations rurales. En effet, cette disponibilité des infrastructures est une étape préalable qui conditionne les usages et l'appropriation des outils techniques comme démontré par Proulx (2005). In fine, ce développement infrastructurel rural remet en question les conceptions classiques sur le milieu rural. Dès lors, la définition du milieu rural ne peut plus escamoter les dynamismes insufflés, en partie par les TIC dans ces espaces.

Proulx considérait que la première condition nécessaire à l'appropriation est la disponibilité de l'outil technique (2005). Sauf qu'en ce qui concerne la téléphonie mobile, posséder un téléphone ne suffit pas, il est cardinal de capter le réseau qui rend possible les services de (télé) communication. Or, ce réseau est fourni dans les communautés à travers un ensemble d'infrastructures (numériques, électriques et routières) sur lesquelles s'adosent les infrastructures financières.

Les infrastructures numériques comprennent principalement les antennes-relais. Une antenne-relai est un émetteur-récepteur d'ondes hertziennes servant à l'acheminement des communications dans un réseau de téléphonie mobile. Elle permet aux utilisateurs d'accéder aux services de télécommunications comme les services mobiles (appels audio et vidéo, messages, etc.) et internet. Les hautes terres de l'ouest sont investies par les quatre opérateurs de téléphonie mobile qui opèrent au Cameroun. Il s'agit de MTN du groupe sud-africain, de l'opérateur français Orange et de Camtel.

Par ailleurs, on remarque le rôle prépondérant que joue la géographie, aussi bien physique que sociale dans l'érection des infrastructures sur tel ou tel site. En effet, les antennes-relais sont très souvent installées dans des endroits à haute altitude, notamment sur les collines. Certains facteurs stimulent l'érection de ces antennes à certains endroits : les infrastructures (écoles, hôpitaux, etc.), les marchés, la densité des habitations. La construction de ces infrastructures illustre ce cercle vertueux entre les infrastructures elles-mêmes, le relief et la population. Le tableau suivant présente les sites les plus hauts des antennes-relais de la région de l'ouest. La plupart de ces sites se retrouvent en zones rurales.

**Figure 2** : Sites les plus hauts des antennes-relais de la région de l'ouest en 2022

	<b>Sites</b>	<b>Altitudes</b>
1.	BANA-CAMTEL	2042
2.	MEGUIA	1958
3.	YENON	1915
4.	BATSAA	1881
5.	BANGOU-IHS	1875
6.	BAHAM-NGOUGOUM	1831
7.	KOUMBOU	1785
8.	BANDEKOP	1764
9.	BAFOU-BALEPE IHS	1763
10.	BAPA	1712
11.	BANGOUA-Nouveau-Camtel	1710
12.	BAHAM	1705
13.	BATIÉ	1682
14.	COL-BATIÉ	1675
15.	BATCHAM	1662
16.	BAMENDJOU-MTN	1641
17.	FONDONERA	1637
18.	BANGAM-II-IHS	1636
19.	BAYANGAM	1631
20.	BALOUM-IHS	1628
21.	BANDJOUN-Marché-Hiala	1614
22.	DJELENG II	1613
23.	BANDJOUN	1608
24.	DEMDENG	1601

Le dispositif infrastructurel numérique rural repose surtout sur les antennes-relais certes, mais leur pérennité et leur efficacité dépendent étroitement d'autres infrastructures subsidiaires.

Les réseaux électriques et routiers jouent un rôle fondamental dans l'implantation et le fonctionnement d'une antenne-relai. Selon l'institut national de la statistique (INS), le taux d'accès à l'électricité est passé de 62,2 % en 2018 à environ 70 % en 2021<sup>114</sup>. Au-delà de ces chiffres, il faut considérer diverses disparités notamment entre les régions, entre les localités, entre les zones rurales et urbaines, etc. Selon une estimation de la Banque Mondiale<sup>115</sup> en 2021, moins de 25% de la population rurale bénéficiait d'une couverture électrique. Cependant dans certaines localités de la région de l'ouest, le taux de couverture en électricité des ménages était d'environ 80 % en 2015 (Commune de Bangangté, 2015). Le réseau routier de la région comprenant les routes bitumées, les routes non revêtues, les pistes, les chemins et les sentiers) s'étend sur un total linéaire de 10 661 km selon l'INS (2019<sup>116</sup>), représentant environ 9% de la valeur nationale. Étant donné que cette région est la moins étendue du pays, il est remarquable que son réseau routier soit le plus dense du pays. Les routes jouent un rôle essentiel en assurant la mobilité des agents des opérateurs mobiles pour la maintenance de leurs installations, tout en étant indispensables aux activités socioéconomiques locales. In fine, le relief favorable et des réseaux électrique et routier développés sont les éléments qui sous-tendent le développement du numérique dans les hautes terres Bamiléké.

### **3.2. Infrastructures de services numériques et accès aux SFN ruraux**

Le dispositif infrastructurel financier numérique rural comprend les établissements de microfinance (EMF) et les microservices financiers numériques qui font aussi office de « call box ».

Les EMF se sont largement développées dans les milieux ruraux camerounais en raison du faible taux de bancarisation et de la nécessité pour les entrepreneurs ruraux d'avoir accès au crédit. En 2022, les régions des Grassfields, Nord-ouest et Ouest, étaient les plus desservies en matière de microfinances au Cameroun<sup>117</sup>. Ces deux régions cumulaient plus de 44 % du réseau national des microfinances, toutes catégories confondues. Les EMF se sont inspirées du modèle des tontines, aussi bien dans la structuration que dans le fonctionnement. Ces établissements, communautairement marqués, sont spécialisés dans la fourniture des

---

<sup>114</sup> Compte tenu des pratiques d'utilisation communautaire et de distribution informelle et parfois illégale observées dans les quartiers, on peut, à juste titre, considérer que ces chiffres soient sous-estimés.

<sup>115</sup> Banque mondiale, base de données Sustainable Energy for All (SE4ALL).

<sup>116</sup> Institut Nationale de la Statistique (INS), Annuaire statistique de la statistique, Édition 2019.

<sup>117</sup> <https://ecomatin.net/a-fin-2021-40-des-microfinances-camerounaises-sont-implantees-dans-les-regions-du-nord-ouest-et-du-sud-ouest/>

services financiers (crédit, épargnes, etc.) aux personnes, ménages ou microentreprises Tchakounte Njoda, 2019). Plusieurs EMF sont présents dans la région de l'ouest dont les principaux sont les Mutuelles financières de développement (MUFID) et Express Union.

L'accès aux TIC accélère la numérisation des services de ces EMF à travers, par exemple, l'utilisation des systèmes informatiques, des logiciels de comptabilité et d'internet. Il se dégage aussi un ancrage communautaire de ces microfinances, et ce à deux niveaux. D'une part, par l'influence directe ou indirecte que jouent l'élite intérieure et extérieure (administrative, politique, économique, intellectuelle, etc. les leaders communautaires dans l'implantation d'une EMF dans certains villages. D'autre part, par le mode de gestion qui est mis en place dans la structure. Cette gestion est localement orientée en impliquant les populations locales, de même que l'élite et les leaders communautaires dans les sphères de gestion et de prise de décision. Leur image et leur popularité sont un atout pour vulgariser la structure et solliciter l'adhésion des populations. Mais aussi, elles permettent de booster la confiance des populations vis-à-vis de la microfinance.

De petites unités qui font aussi office de « call box » sont des micro-infrastructures financières numériques qu'on trouve aussi bien en ville qu'en zones rurales. Elles sont communément appelées « call box. Antérieurement les call-box étaient essentiellement des points d'appels téléphoniques publics payants mis en place et tenus par des individus. Ces unités d'appels pouvaient aussi servir de point de vente de crédit téléphonique. La dynamique des technologies et des services y afférents fait que les tenanciers proposent aujourd'hui des services de transfert d'argent, notamment de retrait (cash out) et de dépôt (cash in). Les EMF et les « call box » contribuent à rehausser le taux de bancarisation des zones rurales dépourvues de banques, qui, de toute façon, proposent des services peu adaptés aux économies rurales. Aujourd'hui, avec les services bancaires mobiles, les populations rurales ont désormais accès à une panoplie de services bancaires et financiers sans nécessairement avoir besoin de se déplacer. Ces SFN redynamisent la façon dont les transactions financières sont effectuées en milieu rural aujourd'hui, grâce notamment à l'accès des populations rurales aux SFN.

Dans les hautes terres Bamiléké, l'accès des populations rurales aux SFN induit un développement de la finance numérique locale. À travers leur présence en milieu rural, les structures de microfinance et les microservices financiers numériques permettent aux populations de bénéficier d'un ensemble de SFN. Ceux-ci sont intégrés dans les pratiques économiques et financières existantes. Ces services interviennent dans la vente et l'achat de produits, dans la collaboration entre les acteurs économiques locaux et extérieurs. Dans ce sens, la finance et l'économie numérique se développent progressivement et concomitamment à la diffusion de la téléphonie mobile et de leur appropriation par les populations rurales. Les infrastructures et services des TIC permettent aux

populations rurales d'accéder aux services financiers numériques et non numériques, formels et non formels, à l'intérieur et à l'extérieur de la communauté. Les EMF et le « mobile money » constituent l'offre financière numérique rurale. Ils contribuent à la diversification et la démocratisation des services financiers ruraux. Dès lors, le microcrédit, l'épargne, les transferts d'argent, l'assurance, etc. s'intègrent progressivement aux pratiques financières et économiques des populations rurales.

### **3.3. Usages et pratiques des SFN ruraux**

En milieu rural, les pratiques liées aux services financiers sont sujettes au contexte socioéconomique et culturel. C'est-à-dire que l'innovation technique, à travers les usages qui sont faits, s'insère progressivement dans les « manières de faire, d'agir et de sentir » de populations locales. D'un autre côté, les usages restent limités dans la mesure où les possibilités sont conditionnées par l'offre de services que les opérateurs de téléphonie mettent à disposition de leurs utilisateurs. Un double jeu qui construit les usages des SFN en zones rurales.

Tout ceci conduit à l'appropriation des outils techniques en interrogeant « la situation de l'usage dans un contexte de pratiques » (Proulx, 2005). Les usages des services financiers, surtout les SFN, conduisent à ce que Jouët appelle la « banalisation par leur insertion dans les activités quotidiennes » (2009). Subséquemment, il se dégage une certaine liaison entre ces services financiers et les flux monétaires en milieu rural. Les technologies numériques qui portent les SFN épousent les pratiques financières courantes essentiellement basées sur le numéraire, mais elles permettent aussi d'aller au-delà de ces pratiques classiques. Dès lors, parle-t-on de congruité entre la monnaie fiduciaire et la monnaie scripturale.

#### **3.3.1 Usages des services financiers numériques ruraux**

Les SFN s'insèrent dans les pratiques financières et économiques locales. Leurs usages sont aussi nombreux que variés. Les transactions recourent partiellement ou totalement au numérique pour s'effectuer.

##### **- Le paiement des factures d'électricité**

Avant, pour payer les factures d'ENEO, on souffrait beaucoup. Il fallait aller s'aligner à Bangangté sans même être sûre de payer le même jour. Avec le transport qui coûte aussi cher, payer la moto, payer le taxi, etc. Maintenant, je ne dérange plus. Quand ma facture d'électricité arrive, quand j'ai le temps et l'argent dans mon compte, je dis à l'enfant de payer directement par le téléphone. Quand je n'ai pas l'argent dans le téléphone, j'attends le jour de marché pour régler ça une fois dans les kiosques. Même si on paie les frais, c'est toujours mieux que payer le transport pour aller à Bangangté et revenir. (Entretien réalisé le 23 avril 2022)

Le paiement des factures n'est certes pas la plus grande innovation des services financiers numériques, mais elle permet un gain de temps significatif et la fluidité des transactions. Pour ce faire, il existe trois possibilités : payer directement par son compte mobile, se rendre dans les points de paiement déployés par la branche départementale de ENEO<sup>118</sup>, le jour du marché ou enfin se rendre dans une microfinance.

Par ailleurs, les microservices financiers numériques sont également sollicités pour le paiement des factures par des personnes qui n'ont pas la maîtrise, ou les connaissances techniques suffisantes pour effectuer elles-mêmes les paiements. Le recours au téléphone et aux services financiers mobiles passe pour une manifestation de la transformation financière rurale. Les pratiques financières rurales, fortement dépendantes de la monnaie fiduciaire, du « cash », se laissent ainsi pénétrées par des innovations numériques.

### **- Les échanges commerciaux par les services mobiles**

Le « mobile money » offre aux acteurs économiques ruraux la possibilité d'acheter et/ou de vendre des produits en se passant du cash. Ces achats et ventes se font avec les acteurs localement situés ou localisés en ville ou dans d'autres villages. Par exemple, un agriculteur peut écouler ses marchandises à des commerçants dans le village ou à une clientèle plus éloignée, dans les villes proches ou lointaines et même dans les pays voisins. C'est la quintessence des propos de cet informateur : « Je reçois les commandes et les paiements par téléphone. Et quand je récolte et que certains partenaires sont disponibles, je peux expédier ma marchandise au Gabon, même à Douala, partout. (Entretien réalisé le 21 avril 2022.)

### **La rémunération des employés ruraux par « mobile money »**

À travers le « mobile money », les acteurs économiques peuvent payer la rémunération de leur personnel en zone rurale. En effet, pour des entrepreneurs ruraux basés en ville, les services « mobile money » sont un moyen de paiement efficace. Plusieurs urbains, propriétaires de champs dans les villages, emploient des jeunes pour labourer, entretenir les champs et récolter. En raison de la distance, des coûts parfois élevés des EMF, ces patrons et patronnes préfèrent faire recours aux SFM. Ainsi, faire recourir aux services « mobile money » devient un moyen efficace pour rémunérer cette main-d'œuvre. Pour ce faire, les dépôts d'argent sont effectués directement dans les comptes mobiles de ces différents travailleurs.

---

<sup>118</sup> Energy of Cameroon. C'est la société de production et de distribution de l'énergie électrique au Cameroun.

### **- Le financement des projets collectifs ruraux**

Les populations rurales reçoivent les prêts dans les établissements bancaires et financiers, postulent pour les aides et subventions gouvernementales. Quand c'est le cas, les paiements sont effectués à travers les SFN en raison de la traçabilité et de la sécurité qu'ils offrent à l'organe qui finance, mais également aux bénéficiaires. C'est aussi une raison qui justifie le foisonnement des associations en milieu rural. En tout cas, les propos de cet informateur abondent dans ce sens : « Le but du GIC c'est de pouvoir bénéficier des aides gouvernementales. Et aussi pour se mettre en activité comme vous voyez là. » (Entretien réalisé le 20 avril 2022.)

### **- L'épargne numérique dans les banques, les EMF et les SFM**

Il est vrai que l'épargne n'a pas commencé avec l'avènement des services financiers numériques. Il existe des caisses personnelles et les tontines, entre autres. Le numérique offre de nouvelles perspectives, notamment en matière de sécurité et de fiabilité. Que ce soit à la banque, dans une microfinance ou dans un compte « mobile money ».

### **- Le microcrédit**

L'octroi des microcrédits marque un tournant majeur pour la microfinance en Afrique, surtout en zone rurale où les agro-entrepreneurs manquent souvent de financements pour leurs projets. Les microfinances ont longtemps fonctionné avec le numéraire dans leurs différentes transactions (épargne, crédit, etc.). Les TIC changent cette routine avec la possibilité des prêts numériques. Ceux-ci consistent à recourir aux comptes bancaires soit au sein de la microfinance, soit dans un compte mobile pour octroyer des crédits aux entrepreneurs ruraux.

### **- L'épargne associative**

Le mode d'épargne traditionnel dans la région de l'Ouest demeure les tontines, qui ont cours dans les associations, les groupes d'initiative commune (GIC), les coopératives et d'autres regroupements de ce genre. Même si « l'introduction des formes modernes d'épargne et d'octroi de crédits à l'instar des institutions de microfinance, les tontines traditionnelles ont certes connu des moments difficiles dans leur existence, plus précisément en ce qui concerne leur maintien et leur survie » (Tameken Ngoutsop M. et Djouda Feudjo Y. B., 2021) il n'en demeure pas moins vrai que ces microfinances ont été, dans une certaine mesure, un tremplin pour ces tontines. En effet, pourrait-on parler d'une congruence dans ce sens où les associations et tontines collaborent avec les structures de microfinance pour y stocker et gérer leurs fonds.

### **3.3.2. Simultanéité des pratiques numériques et non numériques**

Les pratiques financières mettent en relief aussi bien les services numériques que non numérique. Dans les campagnes, les services financiers numériques et non numériques ont cours simultanément. L'utilisation de l'un n'exclut pas le recours à un autre et vice versa. Il s'agit davantage d'une combinaison de ces deux possibilités. Cette combinaison aboutit à une complexification et une intensification des échanges financiers en milieu rural. Ainsi, face à une situation de vente ou d'achat d'un bien ou d'un service, les populations des hautes terres Bamiléké ont la possibilité de recourir soit au numéraire, soit aux SFN. Cette complexité se manifeste par la diversité des techniques d'épargne, et la pluralité des moyens de paiement. En somme, les usages des SFN s'inscrivent dans un cadre sociotechnique sans cesse dynamique.

### **3.4. « Hubs commerciaux » et aloi du numérique dans la finance rurale**

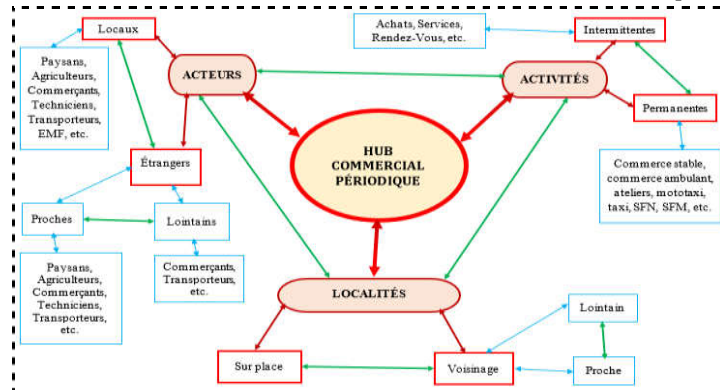
Les pratiques et les usages des services financiers font référence aux transactions financières. Ces opérations sont localisées, voire concentrées dans centres névralgiques tels que les carrefours, les places de marchés et autres infrastructures. Il est ainsi ardu de dissocier les services financiers des espaces de commerce qui sont considérés comme les « hubs commerciaux ». Ces hubs jouent un rôle prépondérant dans la diffusion des technologies numériques dans les zones rurales.

Les « hubs commerciaux » sont des pôles de localisation des mobilisations centripètes et centrifuges des ressources économiques et d'échanges financiers. Les ressources numériques s'accommodent de ce modèle pour s'exprimer dans l'économie et les transactions financières rurales. Il est une reproduction contextualisée du « marché » et/ou du « carrefour » tel que connu traditionnellement, comme lieux périodiques ou permanents de rencontre des personnes, mais aussi des lieux d'échanges de biens et de services. Ce sont des plateformes (péage routier, établissement hospitalier, carrefour, marchés...) de concentration des activités économiques et commerciales. En d'autres termes, ce sont les centres d'affaires, où l'essentiel des opérations financières et économiques est effectué. Dans les hautes terres Bamiléké, les activités commerciales se concentrent dans ces hubs qui cessent d'être de simples marchés.

Les transactions économiques, commerciales et financières ont cours dans les villages en tout temps et en tout lieu. Et les hubs restent des lieux de convergence de ces transactions. Aussi, leur l'attractivité démontre à suffisance la place centrale qu'ils occupent dans l'économie et la finance rurale Bamiléké. Entre l'affluence, la convergence des activités et des acteurs, et la concentration des services, les hubs passent pour des maillons incontournables de l'économie locale. Dès lors, ils représentent des enjeux qui sont une co-construction entre l'économie ou la finance rurale et le foisonnement du numérique, des SFN et des SFM en milieu

rural. On distingue donc les « hubs commerciaux » périodiques et les « hubs commerciaux » permanents, chacun ayant un intérêt particulier pour l'économie rurale.

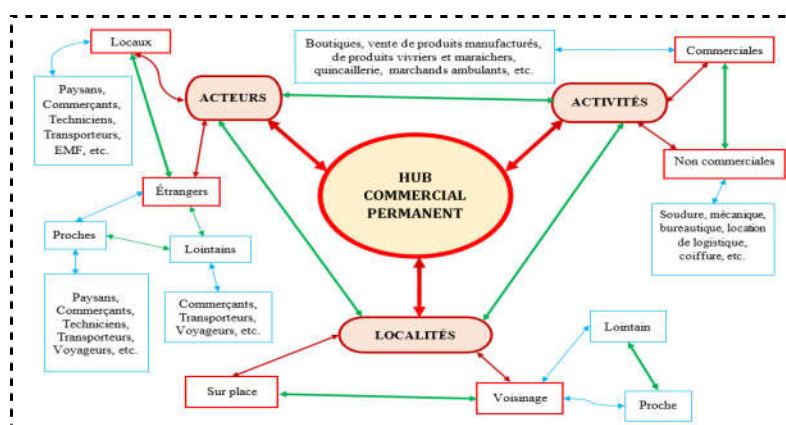
**FIGURE 3 : Modélisation du hub commercial périodique**



**Source :** Données de terrain, avril-mai 2022.

Cette figure présente la modélisation d'un hub hebdomadaire périodique. Elle met en relief des acteurs divers locaux et du voisinage proche et éloigné du hub. Il y existe des activités permanentes et intermittentes. Elles attirent des acteurs des localités proches et/ou lointaines. Cette figure représente les différentes interactions et interconnexions existant entre les acteurs, les activités et les localités et entre ces différents éléments (ces liens sont sur la figure par les attaches en couleur verte). Toutefois, cette toile converge vers le hub, représenté tout au centre. Les SFN (EMF et call box) s'y installent et se diffusent progressivement dans la finance rurale qui tend davantage à se numériser. Cette numérisation croissante et certaine de la finance rurale est confortée avec le contact répété des populations rurales avec les SFN localisés dans les hubs, mais également à travers d'autres médias.

**FIGURE 4 : Modélisation du hub commercial permanent**



**Source :** Données de terrain, avril-mai 2022.

Établis sur une base de fonctionnement quotidienne, les hubs commerciaux permanents comme illustrés sur la figure ci-dessus sont établis pour la plupart dans les carrefours. Si tous les carrefours en milieu rural ne deviennent pas forcément des « hubs commerciaux » permanents,

c'est justement parce que ceux-ci se constituent autour de certaines infrastructures. Les hubs permanents peuvent se former par exemple autour d'un péage, mais aussi près des hôpitaux, des écoles, des marchés, des lieux historiques et/ou symboliques, etc.

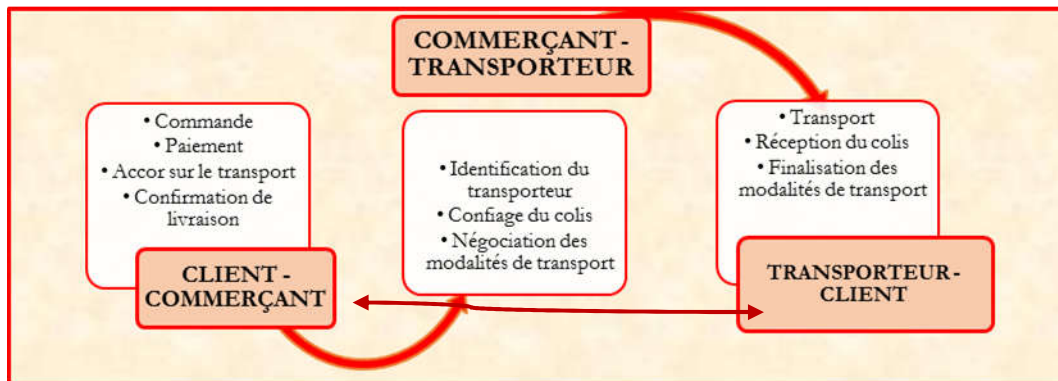
Les « hubs commerciaux » sont de catalyseurs des flux monétaires en milieu rural. Ce sont les lieux où s'effectue l'essentiel des transactions économiques, financières et commerciales dans les villages. Par conséquent, la présence de ces hubs implique des enjeux significatifs pour les activités économiques en milieu rural, mais surtout les flux commerciaux.

Au-delà de réunir les acteurs divers, de concentrer les activités économiques, les « hubs commerciaux » est le lieu par lequel diverses structures peuvent faire leurs publicités et prospections auprès des populations. Tel est le cas des opérateurs de téléphonie mobile qui profite des marchés hebdomadaires pour convaincre et enrôler de nouveaux clients. C'est également une occasion de présenter, vanter et vendre les nouveaux produits.

Les « hubs commerciaux » sont, dans une certaine mesure, des canaux de divulgation des TIC en milieu rural. Avec la médiation du secteur des transports, cette réalité s'accroît. Dans les villages, les mototaxis, les taxis et les camions sont des substrats à l'appropriation des services financiers numériques. En effet, le mariage entre les SFN et le secteur des transports impulse le « commerce à distance » dans les zones rurales. C'est-à-dire que depuis la vulgarisation des mototaxis et des taxis en milieu rural, les populations ont la possibilité de faire des achats sans nécessairement se déplacer. Un triptyque regroupant le commerçant, le client et le transporteur qui repose sur une relation de confiance mutuelle entre les différents acteurs. Dans certains cas, un réseau transactionnel peut naître entre un client et un ou plusieurs vendeurs, et un ou plusieurs transporteurs. De cette façon, celui-ci conserve différentes options afin de maintenir ses activités à flot. Un achat à distance se présente comme un processus qui commence sur le client et se termine sur lui-même en passant par le commerçant et le transporteur, comme présenté dans la figure suivante :

\*

**FIGURE 5 : Illustration d'un achat à distance à partir d'un hub commercial**



**Source** : Données de terrain, avril-mai 2022.

Comme représenté sur la figure ci-dessus, un achat à distance met en exergue quatre (4) acteurs différents, complémentaires, et essentiels à la réalisation de la transaction. Aussi, à partir de la figure précédente, pouvons-nous constater que dans un achat à distance, c'est le client qui ouvre et clôt le processus, en passant par le commerçant, et le transporteur. Les acteurs qui interviennent dans le circuit :

☞ Le client qui, sans avoir besoin de se déplacer, exprime un besoin chez un commerçant ;

☞ Le commerçant qui vend divers articles dans le hub commercial ;

☞ Le transporteur qui assure la livraison de la marchandise du hub vers l'emplacement du client après des négociations concluantes entre les deux autres parties et également entre lui et chacune des autres parties ;

☞ Les opérateurs de téléphonie mobile par qui les liaisons communicationnelles et les paiements sont effectués. Même si son implication reste implicite, il n'en demeure pas moins vrai que les services de communication et de paiement mobile qu'ils proposent sont cardinaux pour le déroulement et la réussite d'une telle transaction.

En somme, les « hubs commerciaux sont des tremplins par lesquels les TIC et ses outils infiltrent les milieux ruraux. Les SFN et les SFM s'insèrent dans le modèle économique locale, sans pour autant phagocyter les habitudes culturelles et économiques des peuples Bamiléké dans les hautes terres de l'ouest-Cameroun.

## 4. Conclusion

Envisager la question des TIC et de leur appropriation en milieu rural uniquement sur un angle socioculturel est une approche intéressante certes, mais elle semble de moins en moins pertinente dans le contexte actuel. Les réalités et les effets de la fracture numérique rurale par ailleurs omniprésente dans la littérature reculent progressivement sur le terrain (Bakehe et al, 2017). Les infrastructures numériques, comme les antennes-relais, sont érigées principalement en zones rurales, en raison

d'un relief et des caractéristiques démographiques favorables. Ainsi, la diffusion des TIC dans les territoires ruraux alimente des mutations économiques et financières. Celles-ci s'appuient aussi dorénavant sur un dispositif infrastructurel numérique et financier constitué par les établissements de microfinances et les services du « mobile money ». L'accès des populations rurales aux SFN crée un phénomène d'entraînement qui conduit à l'accroissement continu du développement de la finance numérique rurale. Les infrastructures et services des TIC permettent aux populations rurales d'accéder aux services financiers numériques et non numériques, individuels et collectifs. On observe, dans les pratiques, une congruité entre la monnaie fiduciaire et la monnaie scripturale qui se manifeste par l'utilisation simultanée des moyens numériques et non numériques dans les pratiques commerciales rurales. Les TIC se développent en zone rurale à travers leur mobilisation autour des « hubs commerciaux » qui sont des espaces de concentration périodique et/ou permanente des personnes et des activités assimilables aux marchés traditionnels. Ces plateformes économiques rurales qui concentrent l'essentiel de l'activité économique, commerciale et financière rurales offrent des possibilités diverses relatives aux SFN et SFM. Dès lors, les TIC s'imposent comme une ressource pour l'économie rurale. Cette situation sous-tend des dynamiques en milieu rural auxquelles il faut rester attentif.

## **Bibliographie**

- Agence de Régulation des Télécommunications Au Cameroun (ART) (2018), *Observatoire annuel 2017 du marché des communications électroniques*, Juillet 2018.
- Agence de Régulation des Télécommunications Au Cameroun (ART) (2015), *Recueil des données statistiques période 2012 – 2013*.
- AKAM, M. (2016), « Quand le Cameroun se transformera ? », *Le temps des investissements : Économie numérique. Cameroun, terres d'attractivités*.
- AWANIS, A., Lowe, C., Andersson-Manjang, S. et Dominica, L. (2022), *Le point sur le secteur : les services de mobile money dans le monde – 2022*, GSMA, Rapport 2022.
- BAKEHE, N. P., FAMBEU, A. H. et TAMOKWE PIAPTIE, G. B. (2017), « Les fractures numériques diminuent-elles au Cameroun ? », *Réseaux*, 1 (201), p. 147-174.
- BARBIER, J. C. (1976), *Les sociétés Bamiléké de l'Ouest-Cameroun : étude régionale à partir d'un cas particulier*.
- BART, F. et Lesourd, M. (2018), « Développement rural en Afrique tropicale et diffusion du numérique, une approche géographique », *Communication, technologies et développement* [en ligne], mis en ligne le 02 janvier 2018, consulté le 1er mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/ctd/338> ; DOI : 10,400 0/ctd.338.

- BOUDES, P. (2012), « La sociologie de l'environnement : objets et démarches », in Barbier R. et al. (dir), *Manuel de sociologie de l'environnement*, Laval, Presses Universitaires de Laval, pp. 113-128.
- CANDEAU, J., LEWIS, N. (2012), « L'environnement comme objet d'étude de recherche en sociologie : filiation, enjeux épistémologiques, frontières disciplinaires », in Barbier R. et al. (dir), *Manuel de sociologie de l'environnement*, Laval, Presses Universitaires de Laval, P. 11-16
- CATTON, W. R., DUNLAP, R. E., (1980 a), « A new ecological paradigm for post exuberant sociology », *American Behavioural scientist*, 24 (1) P. 15-47.
- CHARLES, L., KALAORA, B. (2003), « sociologie et environnement en France : l'environnement introuvable ? » *Écologie et politique*, vol. 27, P. 31-58.
- CHÉNEAU-LOQUAY, A. (2010). « L'Afrique au seuil de la révolution des télécommunications. Les grandes tendances de la diffusion des TIC », *Afrique Contemporaine* 2 (234), P. 93-112.
- (2012). « La téléphonie mobile dans les villes africaines. Une adaptation réussie en contexte local » *Espace géographique*, 2012/1 (41), P. 82-93.
- DAHMANIE, A. (2018). « Les technologies numériques dans les pays en développement. Quel paradigme ? » *Communication, Technologie, Développement*, N° 2.
- DEMIRGÜÇ-KUNT, A., KLAPPER, L., SINGER, D., ANSAR, S. et HESS, J. (2018). *Base de données Global Findex 2017 : Mesurer l'inclusion financière et la révolution technico-financière*, Banque mondiale, Washington, DC.
- DONGMO, J. L. (1981), *Le dynamisme Bamiléké (Cameroun). La maîtrise de l'espace agraire*, T.1, CEPER, Yaoundé.
- ELA, J.-M. (1982), *L'Afrique des villages*, Paris, Karthala.
- GADO, A. (2008), « Téléphonie mobile, internet et développement : l'Afrique, dans la société de l'information ? » *TIC & Société*, 2 (2), P. 36-58.
- GAUTHIER, B. (dir.) (2009), *La recherche sociale : De la problématique à la collecte des données*, Québec, Presses Universitaires du Québec.
- GUILLERMOU, Y. (2019), « Argent, solidarité et pouvoir », *Journal des anthropologues* [En ligne], 90-91 | 2002, mis en ligne le 19 mai 2009, consulté le 02 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/jda/2201> ; DOI : 10.4000/jda.2201
- ITU (2020), *World Telecommunication/ICT Indicators Database*.
- JOUËT, J. (2009), « sociologie des médias numériques », dans Leteinturier C. et Le Champion R., (dir.), *Médias, Information et Communication*, Ellipse, P. 104-121.
- KAMENI, G. J. (1988), « Structures sociopolitique et économiques des Bamiléké du Cameroun. Le dynamisme du Cameroun. », Thèse de doctorat, Université Paris 8.

- LOUKOU, F. (2009), « Les TIC et l'attractivité dynamique des territoires dans la problématique du développement local en Afrique » *TIC & Développement*, « <http://www.tic.ird.fr/spip.php?article321> », consulté le 18 janvier 2022.
- (2011). « Les TIC au service du développement en Afrique. Simple slogan, illusion ou réalité ? », *TIC & Société*, 2 – 3 (5), 49–67.
- MALLOUM, A. (2022), « Secteur bancaire : le taux de bancarisation augmente de 11,2 % en 3 ans au Cameroun », *EcoMatin*, consulté le 22 mai 2022, à l'adresse : <https://ecomatin.net/secteur-bancaire-le-taux-de-bancarisation-augmente-de-112-en-3-ans-au-cameroun/>
- MARGUERAT, Y. (1983), « Des montagnards entrepreneurs : les Bamiléké du Cameroun », in *Cahiers d'étude africains*, 92 (xxiii-4), 1983, pp. 495-504.
- Ministère des Postes et Télécommunications (2017). *Annuaire statistique des télécommunications et TIC au Cameroun*, Édition 2017.
- NGOU DJOU, J.-H. (2018). "Diffusion et appropriation des Technologies de l'Information et de la Communication (TIC) par les acteurs maraichers de l'arrondissement de Nkong-Ni (Ouest-Cameroun)", *Espace Géographique et Société Marocaine*, 20/21.
- NJODA, TCHAKOUNTE, M. (2019), *Impact de la Microfinance au Cameroun : cas du grand-nord*, Presses Académiques Francophones (PAF).
- NODEM, J.-E. (2018), « Les paysans dans la tourmente dans le versant sud des monts Bambouto », in Nodem J.-E. et Djouda Feudjo (dir), *Problématique et défis du développement durable dans les hautes terres au Cameroun. Acteurs, logiques et pratiques pluriels*, Émergence Sud, Presses universitaires du nouveau monde, pp. 91-107.
- NOUBISSIE, J. C. (20 avril 2018), « Le Cameroun enregistre 19 millions d'abonnés mobiles », *CIO Mag*, consulté le 02 octobre 2022, adresse : <https://cio-mag.com/le-cameroun-enregistre-19-millions-dabonnes-mobiles/>.
- PAIN, M. (1984). « Le dynamisme bamiléké », *Annales de Géographie*, 93 (519), 590–595. <http://www.jstor.org/stable/23451614>
- PASQUATI, É. (2010), « Aspects socio-culturels des usages des TIC dans le développement rural en Afrique », *Communication et Langages*, 2010/1 (163), 107-119, « [www.cairn.info/revue-communication-et-langages1-2010-1-page-107.htm](http://www.cairn.info/revue-communication-et-langages1-2010-1-page-107.htm) », consulté, le 17/01/2022.
- PROULX, S. (2005), « Penser les usages des TIC aujourd'hui : enjeux, modèles, tendances » dans Vieira Lise et Pinède Nathalie, éd., *Enjeux et usages des TIC : aspects sociaux et culturels*, t. 1, Presses universitaires de Bordeaux, Bordeaux, 2005, 7-20.
- SAGNA, O. (2006), « La lutte contre la fracture numérique en Afrique : aller au-delà de l'accès aux infrastructures », *La revue Hermès*, 2006/2 (45), 15–24.
- TAMEKEN NGOUTSOP, M., et Djouda Feudjo, Y. B. (2021). « Socialisation à l'épargne et à l'entrepreneuriat chez les jeunes Bamiléké du

- Cameroun : récit et expériences des mutualistes MC2-MUFID et des tontines traditionnelles» dans V. Ngouyamsa et F. Meutchieye (Coord.), *Formation entrepreneuriale des jeunes en Afrique subsaharienne, pratiques pédagogiques et enjeux d'intégration socioéconomique*, Revue Territoires Sud, N° 2, Novembre 2021, 167 – 192.
- TOUNSI, G. (2021), « Le grand absent de l'économie numérique : les territoires ruraux. Cas du Cameroun, contributions pour inclure les zones rurales dans le commerce électronique », *TIC et Zones rurales*, janvier 2021.
- Union Internationale Des Télécommunications (UIT) (2021), *Technologies émergentes, y compris l'informatique en nuage, les services sur mobile et les services OTT : enjeux et perspectives, incidences sur le plan de l'économie et de la politique générale pour les pays en développement* : Rapport final sur la Question 3/1 de l'UIT-D pour la période d'études 2018-2021.
- VAILLANCOURT, J.-G. (2012), « La sociologie de l'environnement aux États-Unis, dans les écrits de Riley E. Dunlap et Frederick Buttel », in Barbier R. et al. (dir), *Manuel de sociologie de l'environnement*, Laval, Presses Universitaires de Laval, pp. 391-405.
- We Are Social France (2021), *Digital Report 2021 : Les dernières données de notre état des lieux du digital dans le monde*.